



Sous embargo jusqu'au mercredi 19 septembre 2018, 8h00 BST (heure de Londres)

Un nouveau sondage révèle que les habitants des pays en paix sont plus pessimistes que ceux des zones de conflit quant aux perspectives de paix

Londres, le 19 septembre – Une étude couvrant quinze pays, commanditée par International Alert et le British Council, révèle que les habitants des pays en paix sont plus pessimistes quant aux perspectives de paix que ceux vivant dans des régions en guerre.

Le Sondage 2018 sur les Perceptions de la Paix (Peace Perceptions Poll 2018), réalisé en partenariat avec le cabinet mondial de sondages RIWI, a interrogé des habitants des quatre coins du monde sur leurs visions de la paix et du conflit.

Ce sondage révèle que le Royaume-Uni est le pays le plus pessimiste, suivi du Brésil, des États-Unis et de la Hongrie. 40 % des personnes interrogées au Royaume-Uni ont déclaré que les perspectives de paix et de sécurité se détérioreraient dans leur pays au cours des cinq prochaines années, ce qui signifie que les habitants du Royaume-Uni sont plus négatifs que les habitants de zones en conflit, notamment au Nigeria et en République démocratique du Congo (RDC).

À l'échelle mondiale, « la pénurie d'emplois et l'incapacité à subvenir aux besoins de sa famille » sont considérées comme la principale raison pouvant inciter à une action violente. Viennent ensuite « le sentiment d'injustice » et « la nécessité d'améliorer son statut social ». Le sondage révèle également que le terrorisme et la violence criminelle font partie des principales préoccupations sécuritaires à travers le monde.

Plus de 110 000 personnes ont participé à cette étude, réalisée en ligne en Afrique du Sud, en Birmanie, au Brésil, en Colombie, aux États-Unis, en Hongrie, en Inde, au Liban, au Nigeria, aux Philippines, en RDC, en Syrie, en Tunisie, en Ukraine et au Royaume-Uni, ainsi qu'en Irlande du Nord où des sondages ciblés ont été menés séparément.

83 % des personnes interrogées à travers le monde ont déclaré qu'il était fondamental d'exercer une influence politique pour assurer la paix et la sécurité ; 90 % ont exprimé ce même avis concernant l'accès aux opportunités économiques.

Les habitants de la RDC et d'Afrique du Sud ont exprimé le plus fort niveau d'exclusion politique, avec respectivement 50% et 44% des personnes interrogées déclarant être moins capables d'influer sur les décisions politiques les affectant qu'il y a 5 ans. Ces deux pays étaient suivis du Royaume-Uni (41 %), de la Hongrie (40 %) et des États-Unis (37 %).

Les personnes qui ont répondu avoir *moins* d'influence politique ont surtout mis en cause « la corruption et les pots-de-vin » dans le monde politique. Cet avis a été le plus fortement exprimé en Afrique du Sud, en Ukraine et au Nigeria.

Celles qui estiment avoir *plus* d'influence politique ont grandement attribué cette évolution aux réseaux sociaux et aux technologies, qui se placent en tête des différents critères et sont cités par 28 % d'entre elles.

Il est intéressant de constater que les personnes qui ont le sentiment de bénéficier d'opportunités économiques moindres vivent dans des pays à revenus moyens ou élevés, notamment en Hongrie, en Ukraine, au Royaume-Uni, au Liban, aux États-Unis et en Afrique du Sud.

Pour la plupart des personnes interrogées, le meilleur moyen d'instaurer une paix durable consiste à « traiter les raisons pour lesquelles les gens se battent en premier lieu » (29 %), suivi de « aider les sociétés et les communautés à résoudre le conflit de manière pacifique » (22 %).

A la question de savoir dans quels domaines les gouvernements devraient accroître leurs moyens pour promouvoir la paix, la réponse arrivée en tête est « traiter les raisons pour lesquelles les gens se battent en premier lieu », suivie de « enseigner la paix, la tolérance et la résolution du conflit dans les écoles ». À l'échelle mondiale, ce sont les interventions militaires qui obtiennent le moins de soutien, seules 9 % des personnes interrogées l'ayant choisie.

Selon Harriet Lamb, PDG d'International Alert, « Dans une période de multiplication des conflits, ce sondage met en évidence un soutien populaire puissant en faveur des stratégies de consolidation de la paix, qui cherchent en priorité à traiter les raisons pour lesquelles les gens se battent en premier lieu. »

« Le public comprend clairement ce qu'il faut faire pour construire la paix. Les gens sont fatigués par les crises, et ils souhaitent des solutions durables. Les responsables politiques devraient se concentrer sur les moyens pour briser le cycle de la violence en investissant davantage dans la consolidation de la paix. »

Le professeur Jo Beall, directrice Éducation et Société au British Council, a quant à elle déclaré : « Une consolidation positive de la paix ne signifie pas seulement l'absence de conflit violent, mais le rétablissement de la confiance et de relations, qui répondent aux besoins de la population dans son ensemble. Nous pensons que les résultats de cette étude aideront les dirigeants et les décideurs politiques confrontés aux défis de la consolidation de la paix à comprendre la manière dont les populations ressentent le conflit et leurs aspirations en matière de paix. »

FIN

Notes à l'attention des équipes de rédaction

- Le sondage « Peace Perceptions Poll 2018 » sera présenté à Londres le 19 septembre 2018 et à New York le 21 septembre 2018 à l'occasion de la Journée internationale de la paix.
- Le dossier de presse est disponible au lien suivant: <https://bit.ly/2CVkHKn>
- Les médias souhaitant avoir de plus amples renseignements, organiser un entretien, assister aux événements de lancement, obtenir des infographies ou un exemplaire du rapport frappé d'embargo sont priés de prendre contact avec Taraneh Dadar (TDadar@international-alert.org / M : +44(0)7775 756288 / T : +44(0)207 627 6880) ou Nicola Norton (Nicola.norton@britishcouncil.org / M : +44 (0)7471 142 442).



- Interlocuteurs disponibles pour un entretien :
 - Harriet Lamb (PDG d'International Alert)
 - Professeur Jo Beall (Directrice Éducation et Société au British Council)
 - Julian Egan (Responsable du Plaidoyer pour International Alert)
 - Christine Wilson (Responsable des Portefeuilles, Recherche, British Council)

À propos d'International Alert :

International Alert est une organisation de consolidation de la paix qui œuvre avec les personnes directement affectées par le conflit en instaurant une paix durable. Fondée en 1986, International Alert opère dans plus de 25 pays et territoires. international-alert.org

À propos du British Council :

Le British Council est l'organisation internationale britannique en charge des relations culturelles et des opportunités éducatives. Nous travaillons avec plus d'une centaine de pays dans les domaines des arts et de la culture, de la langue anglaise, de l'éducation et de la société civile. L'année dernière, nous avons atteint plus de 75 millions de personnes directement et 758 millions globalement, notamment à travers Internet, des diffusions et des publications. Nous apportons une contribution positive dans les pays avec lesquels nous travaillons, et transformons des vies en créant des opportunités, en établissant des relations et en instaurant la confiance. Fondé en 1934, le British Council est une organisation caritative britannique régie par une charte royale et un organe public britannique. Le gouvernement britannique nous accorde 15 % de nos subventions de base. britishcouncil.org

À propos de RIWI :

RIWI est un cabinet spécialisé dans les technologies de sondage, les services de messagerie et l'analyse prédictive à l'échelle mondiale. Nous travaillons en partenariat avec des acteurs qui ont besoin de connaissances adaptatives et de quantités importantes de données sur l'opinion publique, sur les comportements et sur les tendances démographiques qui soient respectueuses de la confidentialité. RIWI propose des services d'analyse prédictive et appliquée, de tests de message et de surveillance des risques à travers le monde. riwi.com